

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

L'expérience espagnole à la rescousse d'Alger

Un partenariat algéro-espagnol pour la réalisation d'un projet destiné à la régulation de la circulation routière et de l'éclairage public à Alger était au centre d'un séminaire organisé, hier, par le Centre national de prévention et de sécurité routière. Intitulé «Impact des nouvelles technologies appliquées à la sécurité routière», le projet est doté d'une enveloppe de 15 milliards de dinars.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon une fiche de presse, ce séminaire a été organisé «autour de l'expérience espagnole en matière de promotion du partenariat public-privé, et ce, dans le cadre de la prise en charge des différentes questions liées à la sécurité routière, avec une focalisation sur le volet relatif à l'introduction des nouveaux outils technologiques pour l'amélioration du système de surveillance et de contrôle des usagers de la route».

Selon M. Naït El-Hocine, directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière, «il s'agit, à travers cette rencontre, de présenter une expérience réussie en matière de mutualisation des efforts, laquelle s'est traduite par une implication et une mobilisation plus accrue du secteur privé qui a su répondre aux objectifs et aux besoins de l'administration». Le projet en question sera réalisé par la société algéro-espagnole «Mobilité, éclairage d'Alger», créée suite à la signature d'un pacte d'actionnaires en juillet 2016 par l'Entreprise de gestion de la circula-



Photo : DR

Objectif, une meilleure fluidité de la circulation à Alger.

tion et du transport urbain (EGCTU) et l'Établissement de réalisation et de maintenance de l'éclairage public d'Alger (Erma), relevant de la Wilaya d'Alger, et deux sociétés espagnoles Indra et Sice, spécialisées dans les systèmes de régulation de circula-

tion. Cette société mixte, dont le marché a été attribué sous forme de gré à gré simple, a été installée en décembre 2016, et a présenté, en mai dernier, son contrat-programme à la commission sectorielle d'attribution des marchés publics dont l'avis

devra être donné dans les prochains jours. Selon la même source, le projet sera financé par le budget de l'Etat et la Wilaya d'Alger, et que la «partie espagnole ne participera pas au financement, mais sera chargée uniquement de la réalisation et la gestion de ce projet».

200 carrefours avec feux tricolores

Le contrat-programme du projet tel que proposé par cette société mixte se compose de 3 tranches qui seront réalisées en 55 mois, mais son entrée en fonction sera enclenchée après le onzième mois du lancement de la première phase du projet. En somme, la première tranche sera réalisée en 28 mois avec une enveloppe financière de 6,9 milliards de dinars, qui servira essentiellement à l'instauration d'un centre de régulation de la circulation routière et à la mise en place de 200 carrefours avec feux tricolores. Quant à la deuxième tranche, dont la réalisation

commencera avant même le parachèvement de la première phase, elle sera réalisée en 25 mois avec l'installation de 304 autres carrefours à feux tricolores. Pour la troisième tranche, elle sera réalisée en 18 mois et sera également lancée avant la fin de la réalisation de la tranche précédente. Cette dernière tranche portera notamment sur la gestion des parkings, des trémies, des tunnels et la détection des véhicules à travers des caméras et des puces magnétiques.

Pa ailleurs, les premières localités qui bénéficieront de ce système de régulation de la sécurité routière seront El-Biar et Bouzaréah, et un carrefour pilote «intelligent» a été réalisé depuis quatre mois au niveau de l'avenue Bougara (El-Biar). «Aujourd'hui, il est impératif pour la structure chargée de la sécurité routière en Algérie de choisir les outils adaptés pour la protection des usagers et des infrastructures», conclut M. Naït El-Hocine.

A. B.

CAUSES PREMIÈRES DES ACCIDENTS DE LA ROUTE EN 2017

L'excès de vitesse et l'inattention du conducteur

L'excès de vitesse et l'inattention du conducteur dans les quartiers, constituent respectivement 21,61% et 13,15% des causes des accidents durant le premier semestre de l'année en cours, a indiqué le Centre national de prévention et de sécurité routière dans un document remis à la presse.

Selon la même source, ces deux facteurs ont provoqué, à eux seuls, 4 296 accidents sur les 11 861 enregistrés durant le premier semestre de l'année 2017.

Sur le même chapitre, il a été indiqué également que les «dépassements dangereux, l'imprudence des piétons au moment de traverser la chaussée, la perte de contrôle, les manœuvres dangereuses, la non-utilisation des passages piétons ou encore le refus de priorité et le non-respect de la distance de sécurité» constituent autant de facteurs à l'origine du nombre d'accidents enregistrés durant cette période.

Par ailleurs, l'état du véhicule est considéré aussi comme une des

causes des accidents à travers notamment, «l'état des pneumatiques (éclatement), freinage défectueux, défauts mécaniques ou encore la surcharge non réglementée, l'absence de lumière et l'éclairage non réglementaire».

L'état des infrastructures routières et les conditions atmosphériques constituent autant de facteurs à l'origine des accidents. Il s'agit des «routes défectueuses, les intempéries, passage d'animaux, route glissante, chaussée déformée etc.».

Ceci étant, la même source indique que le nombre d'accidents corporels enregistrés durant le premier semestre de l'année en cours, est de 7 650 en zone urbaine et de 4 708 en zone rurale, soit un total de 12 358 à l'échelle nationale. Au sujet des personnes tuées, le même document indique 344 en zone urbaine et 1 351 en zone rurale, soit un total de 1 695, soit une baisse de moins de 224 par rapport aux statistiques de 2016, de la même période.

Abder B.